

Modèle de coûts d'un opérateur mobile

Réponse à la consultation

1 - Principaux commentaires de Bouygues Telecom sur le modèle de coûts

1.1. Le modèle générique

1.1.1 La part de marché

Bouygues Telecom ne comprend pas pourquoi une part de marché de 25 % n'est pas retenue dès 2013 alors que le modèle ne converge vers cette part de marché qu'en 2018. Cette date ne constitue par ailleurs que la date au plus tard à laquelle le 4ème opérateur n'est plus fondé à bénéficier de l'itinérance. Rappelons enfin que celle-ci trouve son fondement sur la technologie 2G seulement et qu'il conviendrait a minima de considérer alors des parts de marché différentes selon le 2G d'un côté et 3G/4G d'un autre côté durant cette période intermédiaire.

1.1.2 Le nombre de sites radio

Le nombre de sites par technologie radio reflète la situation des 3 opérateurs ORF, SFR et Bouygues Telecom.

1.1.3 Les PU

La baisse des PU de 10 % par an n'est pas réaliste et ne correspond pas à la réalité des achats. Si une baisse peut être observée dans les premières années de vie d'une technologie, elle s'interrompt ensuite. Par ailleurs, un mouvement de baisse peut survenir au moment d'un choix d'équipementier, mais ces derniers étant choisis pour une durée de 10 ans l'occurrence est faible. Le PU d'un équipement RAN sharing ne peut être obtenu par la simple division par le nombre de participants.

Globalement les PU de l'année 2013 sont en deçà de la réalité, bien plus encore pour les années suivantes.

Au delà, c'est la modélisation des coûts des baies radio qu'il conviendrait de mettre à plat :

- les coûts d'adaptation d'un site radio sont comptabilisés sur la période 2003-2011 correspondant à la période de déploiement du 3G ; or ces coûts d'adaptation devraient être séparés en deux :
 - un coût de mise à jour du site avec une baie multistandard
 - cette baie permet alors l'installation d'une nouvelle technologie et la reprise de celles installées précédemment
 - un coût d'ajout de nouvelles bandes de fréquences sur le site
 - le coût d'adaptation des aériens doit être imputé à chaque ajout de fréquences sur le site, ce qui a été le cas entre 2003 et 2011 pour le 3G et la bande 2600 et continue d'être le cas en 4G avec le 800 et le 2600.
- le coût d'une baie multistandard ne dépend pas des seules technologies qu'elle supporte mais aussi des bandes de fréquences utilisées ; ainsi un coût (d'upgrade devra être ajouté à chaque fois qu'une fréquence est ajoutée sur la baie, que celle-ci soit utilisée en 2G, 3G ou 4G.

1.1.4 Les investissements en équipements sont sous-estimés

Il résulte du point précédent que les investissements en équipements et particulièrement en équipements radio sont sous estimés, comme il est montré au paragraphe consacré au modèle Bouygues Telecom. Le modèle indique ainsi que le total des investissements est de 300 M€ en 2012 (hors fréquences) ce qui est très en deçà des investissements consentis par ORF, SFR et Bouygues Telecom. De même le niveau d'investissement de 230 M€ en 2014 n'est pas réaliste.

1.1.5 En revanche les OPEX sont sur estimés

Le montant total des opex de 987 M€ en 2013 (dont 100 M€ de redevance fréquences) se situe probablement assez nettement au-dessus des coûts réels supportés. Le choix de modélisation de la transmission (240 M€ en 2013) constitue la principale explication.

1.1.6 Le coût annualisé de production

Le coût de production global, 1.9 Md€ en 2013, semble se situer au delà des coûts réels.

1.1.7 Le coût incrémental de la voix

Bouygues Telecom observe que la baisse du CILT donnée par le modèle résulte d'une forte progression des volumes. Le coût incrémental du cœur (25 M€) reste stable ce qui est cohérent. A l'identique, la baisse du coût incrémental de la radio (75 M€ en 2013) résulte de la baisse du coût incrémental de la transmission ce qui semble à nouveau cohérent.

Compte tenu de l'hypothèse prise sur l'évolution des volumes Bouygues Telecom considère avec prudence le résultat montrant une baisse importante du CILT sur les prochaines années.

1.2. Le modèle Bouygues Telecom

SDA

2 - Bouygues Telecom réitère sa demande d'un modèle de coûts non public afin de ne pas perturber le fonctionnement du marché de gros

Bouygues Telecom prend bonne note de la décision de l'Autorité visant à ne pas rendre public l'onglet procédant à l'allocation des coûts par services et au calcul des coûts complets unitaires de chacun des services.

Cependant cette mesure s'avère insuffisante :

- les acheteurs considèrent que le coût incrémental est une référence de coût pertinente pour établir un prix du départ d'appel, ce qui ne peut bien sûr pas être cas ; cette erreur d'appréciation risque de se maintenir dans le nouveau modèle dans la mesure où l'onglet Results maintient un affichage public de l'évolution du CILT ;
- le même onglet donne le coût annuel des activités de production d'un opérateur (par exemple 1.26 Md€ en 2013), par ailleurs le modèle indique les volumes de minutes de SMS et de MO produits. Ainsi un acheteur, en prenant une hypothèse de clé de répartition des coûts entre les 3 services, ou plus probablement en considérant comme clé pertinente une répartition inverse à celle qu'il souhaite avoir dans l'achat de ses services, peut en déduire un coût complet de production de chacun ;
- l'onglet Results donne une évolution du coût annuel de production et affiche une baisse significative sur les prochaines années (de 1.5 Md€ en 2010 à 0.96 Md€ en 2016) que nous contestons par ailleurs ; à nouveau cette baisse calculée sera interprétée comme la tendance naturelle des prix sur le marché de gros. Plus précisément, cet onglet précise la baisse des coûts par sous-système, par exemple équipements 2G, ce qui peut à nouveau être interprété comme une baisse des prix, par exemple départ d'appel voix.
- la lecture faite par Bouygues Telecom de la décision du Conseil d'État en 2009 est que l'Autorité doit éclairer et motiver sa décision concernant l'établissement de la TA notamment par un modèle qui a fait l'objet d'une consultation des acteurs concernés, aucune indication n'est apportée par le Conseil d'État sur la publication du modèle auprès d'acteurs qui ne font pas l'objet de la régulation en question.

Bouygues Telecom considère à nouveau que la publication du modèle, malgré l'avancée faite par l'Autorité, continuera de perturber le fonctionnement du marché de gros.

3 - Rappel des principaux éléments de la position Bouygues Telecom pour le prochain cycle 2014-2016 des TA voix mobile, voix fixe et SMS

3.1. L'objectif de la recommandation de mai 2009 a été atteint au 1er janvier 2013 pour les TA voix mobile et fixe, une stabilisation à ce niveau est dorénavant attendue sur 2014-2016

La mise en œuvre au 1er janvier 2013 de TA au niveau du CILT (coût incrémental de long terme) marque l'atteinte de l'objectif fixé par la recommandation européenne en mai 2009 et l'achèvement d'un long processus de baisse initié à partir de 2005.

Les niveaux atteints par les TA mobile (0,8 c€) et fixe (0,08c€) devraient rester stables dans les prochaines années puisque le CILT n'est pas amené à évoluer significativement sur les réseaux.

Enfin, ces niveaux de TA permettent une libération des usages par le développement des offres illimité (on peut même noter que ce mouvement avait été initié il y a plusieurs années sous l'impulsion de Bouygues Telecom alors que les TA étaient nettement plus élevées). Il n'y aurait donc pas d'avantage pour le consommateur à une nouvelle baisse des TA.

3.2. A l'identique le niveau de TA SMS atteint au 1er janvier 2013 devrait être maintenu à l'avenir, le maintien d'une régulation apparaît de moins en moins nécessaire

La TA SMS a atteint un niveau de 1 c€ au 1er janvier 2013. Le coût complet de la terminaison SMS est aux alentours de 0,1 c€.

Il a toujours été observé une très grande symétrie des flux de trafic SMS entrant et sortant quelle que soit l'offre ; l'usage courant du SMS conduit en effet à ce que tout envoi appelle une réponse. Au final, les flux

d'interconnexion SMS des acteurs sont extrêmement équilibrés. Dans ces conditions, le niveau de TA SMS n'a pas d'effet de bord négatif conduisant par exemple à des transferts financiers indus entre les opérateurs qui aboutiraient à faire financer la couverture de réseau de l'un (ayant un solde de trafic SMS en volume excédentaire) par un autre (ayant un solde de trafic SMS en volume déficitaire). Il n'y a donc pas d'effet de bord économique ou concurrentiel à un maintien d'un niveau de TA SMS supérieur au coût complet.

Plus encore, ce maintien au niveau de 1 c€ est nécessaire afin de préserver ce canal de communication d'un développement du SPAM (SMS non sollicités). Le SMS est perçu par le consommateur comme un moyen de communication urgent et personnel. Il convient donc de maintenir la qualité perçue par le consommateur en prévenant un développement incontrôlable du SPAM. Le moyen le plus efficace est de maintenir un prix suffisant de la terminaison SMS de façon à ce que les acteurs du SPAM ne puissent trouver un modèle économique.

Par ailleurs Bouygues Telecom estime qu'il n'est plus nécessaire pour l'ARCEP de procéder à une régulation de la terminaison SMS : cette dernière ne fait pas partie des marchés pertinents, le niveau atteint ne crée pas un problème susceptible d'affecter le jeu concurrentiel ou l'usage des consommateurs, le risque de remontée des terminaisons est faible dans un contexte d'équilibre des flux d'interconnexion conduisant à un solde financier nul pour les acteurs.

3.3. La régulation du SMS push n'apparaît pas nécessaire, en tout état de cause les obligations attachées ne doivent pas être alourdies

Le SMS push apparaît comme une seconde modalité technique de terminaison des appels SMS (complémentaire à la 1ère modalité reposant sur l'interconnexion SS7). Cette 2nde modalité est utilisée notamment par les éditeurs de services ou leurs intermédiaires appelés agrégateurs.

Bouygues Telecom rappelle qu'elle a toujours cherché à développer une offre à destination de ces acteurs à la fois transparente, non discriminatoire et offrant un grand nombre de fonctionnalités. Elle considère donc comme inutile l'inclusion en 2010 de cette seconde modalité d'interconnexion dans l'offre d'interconnexion résultant de la régulation du marché de la terminaison SMS. En tout état de cause, le maintien du caractère obligatoire de cette modalité ne doit pas être accompagné d'un alourdissement des obligations aujourd'hui rattachées : offre transparente, non discriminatoire à un tarif raisonnable.

Bouygues Telecom rappelle que sur le cycle s'achevant la baisse de terminaison sur SMS push a été strictement identique à la baisse de terminaison sur SS7.

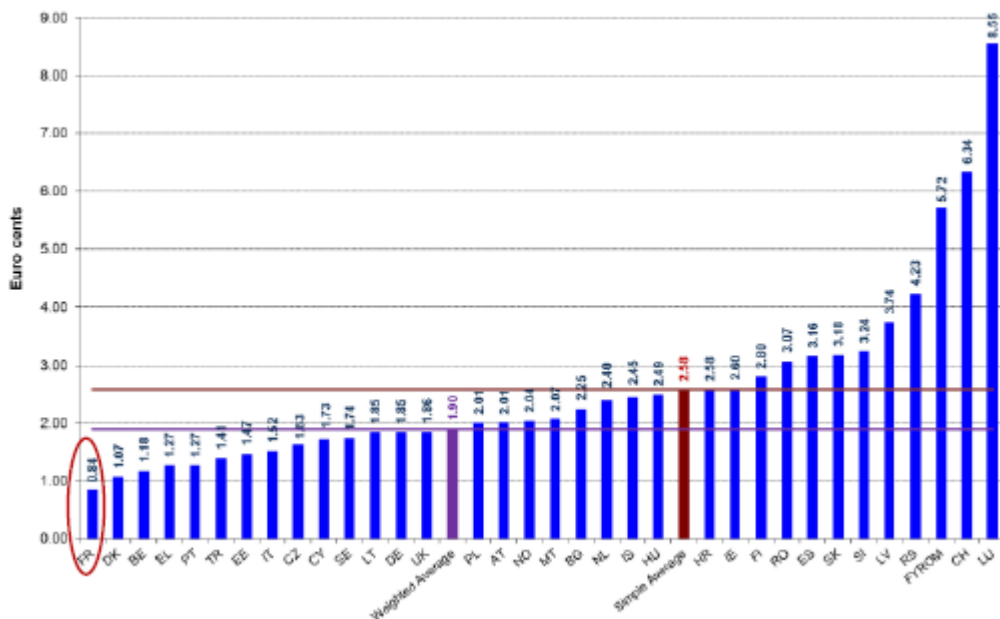
3.4. La symétrie entre acteurs atteinte au 1er juillet 2013 doit bien sûr être préservée

A compter du 1er juillet 2013 les TA voix mobile, voix fixe et SMS sont symétriques. Cette symétrie doit être conservée lors du prochain cycle dans la mesure où les conditions prévues dans la recommandation européenne pour justifier un différentiel ne sont pas observées aujourd'hui dans le paysage français.

3.5. La situation encore hétérogène en Europe défavorise les acteurs français

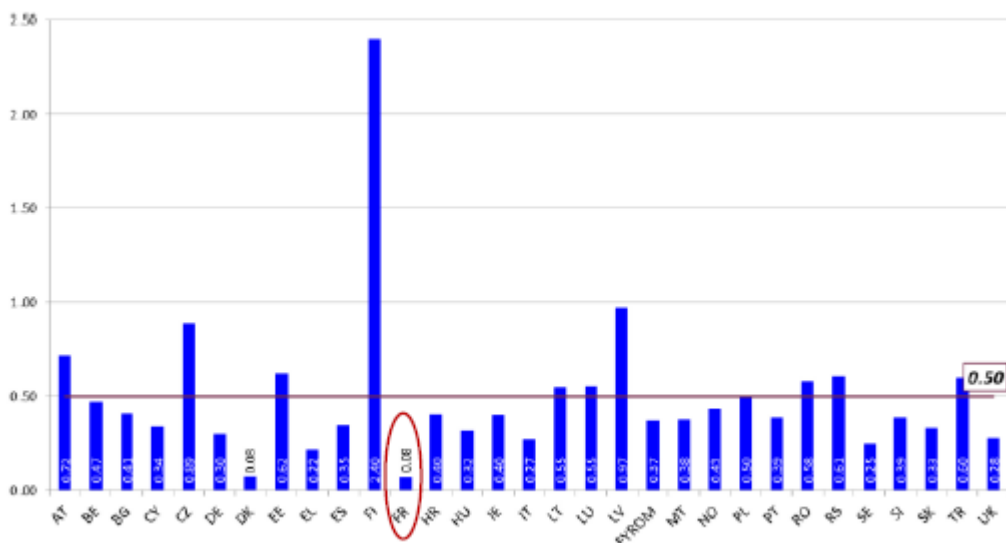
Bouygues Telecom constate que la France a été l'un des seuls pays à appliquer dès le 1er janvier 2013 la recommandation européenne. En 2014 encore, un écart du simple au double subsistera entre la France et certains pays européens (Allemagne, Pays-Bas).

Comparaison des terminaisons d'appel vocal mobile (moyenne) au sein des pays de l'Union Européenne



Source : Termination Rates Benchmark Snapshot, BEREC (juin 2013)

Comparaison des terminaisons d'appel vocal fixe (moyenne) au sein des pays de l'Union Européenne



Source : Termination Rates Benchmark Snapshot, BEREC (juin 2013)

Sur de nombreux points il apparaît que la régulation française est en avance ou plus contraignante que celle en vigueur dans les autres pays européens :

- écart de terminaison d'appel voix mobile et voix fixe significatif entre la France et d'autres pays européens alors que le marché français est marqué par la prépondérance d'offres avec les appels vers l'Europe compris dans le forfait ;
 - le déséquilibre des TA amplifie le déficit financier important entre la France et ses voisins européens (fort usage x TA plus élevée, usage moins fort x TA moins élevée) ;
- SDA
- le déficit commercial de la France sur le marché de gros de l'interconnexion voix est estimé à environ 500 M€ dont entre 70 et 100 M€ vers l'Europe ;
- régulation de la terminaison du SMS à 1 c€ en France alors que la terminaison SMS n'est pas régulée dans les autres pays européens : déséquilibre des pouvoirs de négociation avec les opérateurs européens ;
- facilité d'accès aux bases d'information pour le routage direct en France : coût annuel de l'ordre de 10 000 € à l'APNF et au GIE EGP pour tout adhérent. A l'inverse, les modalités d'accès à ces informations dans

certaines autres pays d'Europe sont beaucoup plus complexes et permettent difficilement la mise en place par les transporteurs internationaux des stratégies de routage direct à l'arrivée.

En synthèse, une réelle réciprocité européenne doit être mise en œuvre afin de rétablir l'équité entre les opérateurs situés dans des États Membres différents.

3.6. Accompagner la modernisation des réseaux en laissant la possibilité à ces derniers de supprimer totalement la technologie TDM dès début 2015

La possibilité doit être laissée aux opérateurs de poursuivre la modernisation de leurs réseaux, notamment par la suppression de la technologie TDM et cela dès début 2015. En conséquence, les points de livraison du trafic fixe en interconnexion IP doivent être en mesure d'accueillir à la fois le trafic à destination des clients IP (ou Voix Large Bande) mais aussi à destination des clients RTC de l'opérateur recevant le trafic.

Il paraît ainsi raisonnable que tout opérateur soit obligatoirement soumis à une obligation d'offre interconnexion IP et que celle-ci soit en mesure d'accueillir à la fois le trafic à destination des clients IP et TDM de l'opérateur offrant l'interconnexion. Cela n'empêche nullement cet opérateur d'offrir de manière complémentaire une interconnexion en mode TDM.

3.7. Compte tenu de la diminution des enjeux, la charge réglementaire sur les terminaisons d'appel doit être allégée

La forte diminution des enjeux relatifs à la terminaison d'appel doit s'accompagner d'une réduction de la charge réglementaire attachée à la régulation de cette terminaison.

En particulier, il convient d'alléger les mécanismes de comptabilisation des coûts :

- l'évolution apportée en mai 2013 à la spécification de comptabilisation des coûts ne répond que très partiellement à cette problématique car les éléments nouveaux (compte de bouclage data, compte de bouclage hors activités mobile) viennent contrebalancer les allègements effectués ;
- un allègement significatif des coûts comptables pourrait être effectué en limitant la restitution des comptes détaillés qu'aux seules activités de production (sans éléments de détail sur les activités commerciales).